



PROTECTION DE L'ENFANCE EN DANGER ALERTE PUBLIQUE AU VILLAGE D'ENFANT D'AMBOISE (37)

70 personnes ont répondu à l'appel de FORCE OUVRIERE pour participer à une réunion publique le vendredi 16 septembre à Amboise au sujet de la situation alarmante du Village d'Enfants d'Amboise, en présence de la presse et des médias locaux.

Etaient réunis autour des délégués du personnel et élus du Comité d'Entreprise FO, de nombreux salariés du Village d'Enfants, des anciens salariés licenciés, des salariés d'autres Villages d'Enfants : Pocé-sur-Cisse (37), Cessons (77) et Ballancourt (91). Avec beaucoup d'émotions, les salariés ont témoigné et lu les témoignages de ceux qui n'ont pas pu venir. Ils ont confirmé que contrairement à ce que voudrait faire croire la direction générale de la Fondation, ce n'est pas seulement à Amboise que ce nouveau rythme de travail ne passe pas.

Dans les autres Villages, les mêmes problèmes sont rencontrés. Ils sont mobilisés et ont décidé de se faire entendre !

Comment pourrait-il en être autrement lorsque des salariés expliquent qu'ils peuvent être amenés à faire plus de 167 heures de travail en 15 jours, voire 300 heures par mois, avec des salaires pour certains à hauteur de 1500 euros ?

Comment pourrait-il en être autrement lorsque la majeure partie des éducateurs ont été licenciés, que les nouveaux ne restent pas compte tenu du rythme infernal ? Les salariés dénoncent les effets de cette maltraitance institutionnelle qui désorganise leur vie et celle des enfants.

Ils étaient soutenus par le Secrétaire Général de l'Union Départementale des syndicats FO d'Indre-et-Loire, le Secrétaire Général de la Fédération Nationale des syndicats FO de l'Action Sociale et de nombreux membres du syndicat départemental de l'Action Sociale d'Indre et Loire, ainsi que l'avocate du Comité d'Entreprise, bien au fait de cette situation critique.

Les représentants du Conseil Départemental qui étaient présents, se sont engagés à tout faire pour protéger les enfants et veiller aux biens être des salariés. **FORCE OUVRIERE sera très attentive aux suites qui seront données à ces engagements.**

Pour FORCE OUVRIERE, qui considère que les politiques et les mesures d'austérité et de décentralisation dénoncées depuis des années montrent ici clairement leurs effets dévastateurs sur les conditions de travail des professionnels et dans la prise en charge même des personnes accueillies, **cette situation qui n'a que trop duré doit immédiatement CESSER.**

FORCE OUVRIERE soutient les salariés des villages d'Enfants et leurs revendications POUR :

- **L'abandon du nouveau rythme de travail ;**
- **Le retour des éducateurs à 35h ;**
- **La réintégration des salariés licenciés qui le souhaitent ;**
- **Le financement de tous les établissements de la Fondation à la hauteur des missions confiées par la Protection de l'Enfance. Les moyens doivent être à la hauteur des besoins.**

Paris, le 19 septembre 2016